

## Histoire et géographie économiques

### Copie de candidat

La copie n'est pas parfaite, évidemment. Le candidat sacrifie les efforts de diversification économique entrepris par certains pays pétroliers. La guerre entre l'Irak et l'Irak des années 1980, et la conquête du Koweït par l'Irak en 1990, auraient sans doute mieux illustré les « tensions externes » engendrées par la convoitise, que la lointaine guerre du Chaco. La copie évoque le risque de rupture de l'approvisionnement et les moyens mis en œuvre par les Etats-Unis pour le contrôler, dès le début de la deuxième partie alors qu'ils relèvent indéniablement de la troisième.

Moins riche sur certains points, et donc moins longue que d'autres copies bien notées, celle-ci mérite cependant d'être proposée à l'attention des candidats pour deux raisons. D'une part, elle n'oublie aucun aspect majeur du sujet, notamment la richesse pour les pays consommateurs, le développement durable, les limites de l'embargo pétrolier. D'autre part, l'exposé est, à une exception près, conduit de manière simple et convaincante.

\* \* \*

Le Brésil a récemment découvert la présence de nappes de pétrole en profondeur au large de ses côtes, ce qui a suscité des réactions de joie mais aussi de vives inquiétudes. Cette ambivalence est due au fait que ce pétrole, vu par le gouvernement et par la population comme une richesse évidente, ne serait-ce que d'un point de vue marchand, est aussi perçu comme une source potentielle de déséquilibre dans les grandes orientations économiques à venir. Cela reflète bien un malaise quant à cette ressource, malaise que l'on peut étendre de manière similaire au gaz naturel. Si elles sont des richesses en tant qu'opportunités à saisir pour favoriser le développement, ces ressources n'en sont pas moins porteuses de risques. Leur maîtrise, leur possession, établit en effet des rapports de force complexes entre pays exportateurs et pays consommateurs, entre pays détenant les technologies parapétrolières et pays qui en sont dépendants, à tel point qu'elles peuvent apparaître comme des armes efficaces. Mais si a priori les pays naturellement dotés ont l'ascendant sur leurs clients, la réalité est bien plus compliquée.

Il s'agira donc de voir comment ces ressources sont avant tout des richesses (I), mais qu'elles n'en sont pas moins porteuses de risques (II). Enfin, il faudra juger de leur efficacité en tant qu'armes, pour voir qu'elles sont à double tranchant (III).

\* \* \*

#### Le pétrole et le gaz naturel sont avant tout des richesses.

▪ Pour les pays consommateurs d'abord, le pétrole et le gaz naturel sont deux énergies majeures dans le mode de croissance des économies. En effet, avec le passage au tout-pétrole dans les années 1960, cette énergie à la fois primaire et secondaire, a été le pilier de la croissance : toute l'industrie s'est littéralement nourrie de ce pain béni qui, jusque dans les années 1970, a constitué une ressource peu onéreuse et mieux adaptée que le charbon à la transformation des machines et des usines caractéristique des Trente Glorieuses. Ainsi le pétrole est devenu central pour le mode de croissance des pays consommateurs et en pleine croissance de l'époque.

- Pour les pays exportateurs ensuite. Evidemment, le pétrole et le gaz naturel, du fait de leur importance dans le fonctionnement des économies, ont une valeur marchande importante. Si elle a fluctué selon les époques (point sur lequel on reviendra plus longuement), il faut noter qu'à toutes les époques, sur un long XX<sup>ème</sup> siècle, le pétrole est apparu comme un «or noir». En découvrir sur son territoire était dès lors source de satisfaction : la manne pétrolière tirée de ses ventes à l'étranger apparaît comme une opportunité pour le pays. Mais cette richesse, pour être plus qu'une simple richesse marchande, doit se voir concrétisée en un développement équilibré.

Ainsi les riches pétromonarchies du Golfe Persique ont-elles développé un système de prise en charge sociale et de redistribution des richesses qui fait de la richesse marchande du pétrole une richesse pour la société. Une réserve toutefois, ce système ne concerne pas les étrangers et laisse aux femmes une place qui questionne sérieusement le respect des libertés humaines. Le risque, dont il sera question plus loin est que cette richesse demeure marchande. En ce qui concerne le gaz naturel, c'est le même schéma qui s'impose et la Russie en offre un exemple intéressant : géant gazier, la Russie, par l'intermédiaire de Gazprom, doit largement le redémarrage de sa croissance en 1998 aux exportations gazières vers l'Europe, mais aussi vers l'Asie (gazoduc des Iles Kouriles au Japon). Cette embellie a permis une hausse généralisée et ressentie du niveau de vie par la population.

- Pour les entreprises enfin, qui exploitent au mieux la valeur marchande de ces ressources. Ces entreprises se répartissent entre différentes activités : la prospection, le forage, l'exploitation, l'acheminement... Ces différentes activités ont permis un enrichissement spectaculaire des entreprises du secteur pétrolier et parapétrolier. Citons par exemple les Sept Sœurs (5 américaines, une anglaise BP et une néerlandaise Shell) qui ont dominé le marché énergétique pétrolier jusque dans les années 1970. Plus récemment, British Petroleum et Shell confirment leur place parmi les plus grandes firmes mondiales, aux côtés d'Exxon Mobil, en annonçant en 2008 un bénéfice record aux alentours pour chacune d'elle, de 4 milliards de dollars. Indéniablement, le pétrole et le gaz naturel sont des richesses pour ces entreprises, Gazprom en est l'exemple le plus probant dans le secteur gazier.

#### Les richesses que constituent le pétrole et le gaz naturel sont porteuses de risques.

Le risque est d'abord celui de la conjoncture, économique comme géopolitique. Economique car les prix du pétrole et du gaz sont fixés par les marchés. Ces marchés de type SPOT, c'est-à-dire que les prix varient à intervalles fixes, sont particulièrement sensibles aux aléas liés aux défaillances dans l'approvisionnement. Il suffit que l'Arabie Saoudite annonce une baisse de la production pour que les prix s'envolent. De la même manière, la conjoncture géopolitique influe sur ces marchés : les attentats à répétition au Nigeria contre des oléoducs sont un des facteurs favorisant l'augmentation du prix du baril de pétrole. Au niveau international, la conjoncture géopolitique malheureuse signifie bien entendu la rupture d'approvisionnement. C'est la raison pour laquelle un effort tout particulier est fait en matière de sécurisation des approvisionnements, de la part des Etats-Unis notamment : la base militaire américaine située sur l'île de Diego Garcia, véritable «porte-avion américain», prend tout son sens dès lors que l'on considère la proximité du détroit d'Ormuz, stratégique en ce qui concerne le transit pétrolier. Ce constat n'est pas aussi similaire en ce qui concerne le gaz et ceci pour une raison : le marché gazier est un marché régional et l'utilisation de méthaniers transportant du gaz liquéfié est encore peu répandue.

Le risque naît aussi du fait que ces richesses suscitent de vives tensions, qu'elles soient internes ou externes, pour un pays en disposant. C'est d'une part une source de tension interne : la présence de pétrole ou de gaz sur un territoire suscite des convoitises, et ce d'autant plus que dans certains pays, les populations ne profitent pas de la rente énergétique. Ainsi au Nigeria les rebelles qui multiplient les enlèvements contre les expatriés travaillant pour des compagnies pétrolières, revendiquent-ils une redistribution équitable de cette rente, s'estimant pillés. Par ailleurs, la présence de ces ressources peut susciter des tensions externes. A cet égard, et même s'il n'est pas contemporain, l'exemple de la Guerre du Chaco est parlant : en 1932 la Bolivie et le Paraguay entrent en guerre pour la possession du désert du Gran Chaco, pensant qu'il recelait de l'or noir, et sous l'influence de deux majors américaines concurrentes. Pas de pétrole finalement dans ce désert, mais un conflit armé ayant causé des milliers de victimes. Plus récemment, on a vu de grandes puissances comme les Etats-Unis, le Canada, le Danemark, jeter leur dévolu sur des zones de l'Arctique qui pourraient contenir de grandes nappes de pétrole.

Le risque lié à la possession de telles richesses est celui de la mauvaise gestion des rentes énergétiques. En effet, la richesse marchande n'est pas synonyme de développement. Dans bien des pays pétroliers, la rente est accaparée par la minorité au pouvoir (sans parler du partage plus ou moins équitable si des entreprises étrangères se chargent de l'extraction, de la commercialisation...). C'est le cas dans les pays pétroliers du Golf de Guinée : l'Angola, la Guinée équatoriale, le Nigeria ne transforment pas cet or noir en résultats dans la société. Ainsi au Nigeria, 75 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, à tel point que Sylvie Brunel parle de «pôle déstructurant de l'Afrique». L'absence de développement passe aussi par une déformation des structures économiques : sacrifice de l'industrie car la rente donne l'illusion qu'il est possible de faire sans. Ces pays rentiers sont très exposés au risque conjoncturel évoqué ci-avant, ils profitent actuellement d'un contexte favorable.

Le risque enfin est celui de la longue durée :

Il est environnemental d'abord car le mode de croissance nourri par le pétrole et le gaz a porté peu d'importance aux conséquences sur l'environnement. Dans un contexte d'émergence de nouveaux acteurs comme consommateurs de ces énergies, de réchauffement climatique, le GIEC (Groupement International sur l'Environnement) alerte l'opinion publique : les dégâts environnementaux coûteront une fortune si rien n'est fait et l'écosystème va être sérieusement altéré. La richesse que ces énergies constituent n'est peut-être qu'éphémère, et porteuse d'un avenir beaucoup plus troublé. Sur le long terme, le risque est aussi celui de la soutenabilité de la production de pétrole. Les travaux du professeur Herbert, et la fameuse courbe de Herbert, nous alertent : ce n'est pas l'épuisement des réserves de pétrole qui menace, mais le «peak oil», à savoir l'instant où la production commencera de baisser. A cet instant, dit Herbert, elle ne pourra jamais plus augmenter durablement. La production sera incapable de suivre la croissance.

Si la liste peut paraître fastidieuse, c'est bien que les richesses que constituent le pétrole et le gaz naturel sont porteuses de risques. Ces risques sont renouvelés si l'on fait de ces richesses une arme pour peser dans la géopolitique mondiale.

Le pétrole et le gaz naturel sont des richesses, et confèrent donc, a priori, à leur détenteur, l'ascendant dans les rapports de force. Il peut ainsi se servir de ces ressources comme d'une arme. Jugeons alors de son efficacité et des risques dont son usage est porteur.

L'arme énergétique semble être un instrument de domination des pays exportateurs sur les pays importateurs. Le spectre de la rupture d'approvisionnement est présent depuis le premier choc pétrolier de 1973 : les pays arabes de l'OPEP, créée en 1960, déclarent un embargo pétrolier contre les pays «alliés» d'Israël après la guerre de Kippour. Cela a pour conséquence immédiate un quadruplement des prix pétroliers sur le marché mondial. 1973 est indéniablement un tournant : bouleversement des rapports de force entre producteurs et consommateurs. Cette arme énergétique semble bel et bien efficace puisqu'elle tourne à l'avantage des pays en ayant fait usage. Par ailleurs, le robinet du gaz est une arme encore plus redoutable, car le marché gazier est régional. Toute diversification des fournisseurs est difficile car les infrastructures de transport sont fixes (oléoducs) contrairement aux supertankers. Ainsi, l'interruption des livraisons de gaz à l'Ukraine, pays dépendant à 100 % du gaz russe a eu des conséquences immédiates : coupure d'électricité, paralysie de l'industrie... L'arme gazière semble terriblement efficace dans son dessein de conserver un imperium russe dans les ex-pays satellites.

Toutefois, cette domination ne se traduit pas de manière aussi simple dans les faits : il y a une résistance à la domination des exportateurs sur les importateurs. Cette résistance passe par une avance technologique sans cesse renouvelée. Ainsi les Etats-Unis, premier consommateur de pétrole (bientôt devancé par la Chine) et premier importateur de pétrole, font valoir une domination technologique, et tout particulièrement dans le secteur parapétrolier qui se charge du forage, de l'extraction, des oléoducs,... autant de domaines où la recherche et développement est indispensable pour augmenter sans cesse la production (et ainsi repousser le peak oil). La firme américaine Hallyburton, anciennement dirigée par Dick Cheney, est le parangon de cette avance technologique dans le secteur parapétrolier. Le secteur gazier nécessite lui aussi des technologies avancées. La résistance à la domination des exportateurs de pétrole (pas pour le gaz ici) passe par une série de moyens de faire face à une rupture d'approvisionnement : ainsi la Strategic Petroleum Reserve (SPR) créée en 1975 par le gouvernement américain est-elle un instrument d'autosuffisance en pétrole pendant une durée de trois mois. Son importance est capitale dans cette tentative pour désamorcer la possibilité de l'utilisation de l'arme pétrolière.

Enfin, l'utilisation de l'arme pétrolière ou gazière est porteuse de risques. Le risque est d'abord celui de l'effondrement des rentes : en effet, si un grand pays producteur décide un embargo, il choisit aussi de renoncer à l'entrée de devises que la vente permet. Les firmes pétrolières voient alors leurs bénéfices se réduire et risquent, sur le long terme, la faillite. Un embargo ayant de telles conséquences n'est concevable que si le pays victime de l'embargo est un des clients majeurs du pays exportateur (schéma du type Venezuela/États-Unis). Le risque de l'arme alimentaire est aussi commercial : il risque d'entraîner la «perte d'un client». En effet, face à un embargo, le pays importateur n'a d'autre choix que de se tourner vers de nouveaux fournisseurs, ou bien d'augmenter la part dans les importations de ses fournisseurs traditionnels. Or de tels choix se font dans le cadre de stratégies économiques à long terme : ainsi un changement de fournisseur perdurera probablement après la fin de l'embargo. Le pays ayant déclaré l'embargo perd un client. D'ailleurs, le spectre de l'arme pétrolière pousse actuellement les États-Unis à entamer une diversification de ses importations pour réduire le rapport de force apparent vis-à-vis des pays du Golfe. La dépendance pétrolière américaine est en ce sens assumée. Le Golfe de Guinée a été déclaré «zone stratégique prioritaire» par le gouvernement américain, qui prévoit de faire passer sa part dans les importations pétrolières de 16 % à 25 % d'ici 20 ans, soit autant que l'Arabie Saoudite.

L'arme pétrolière semble alors bien peu efficace dans le contexte actuel : plus contraignante pour celui qui l'utilise que pour sa victime. C'est en fait l'image d'une «grande bassine» de pétrole où tous les consommateurs piochent qui empêchent cette efficacité : un pays importateur n'est pas lié à un fournisseur précis. L'arme gazière semble à ce titre bien plus efficace, jouissant d'une faible mondialisation du marché gazier.

\* \* \*

Richesses porteuses de risques, armes à double tranchant et parfois peu efficace, le pétrole et le gaz naturel jouissent d'un statut relevant de la fascination : à la fois attrait et répulsion pour cette manne céleste sur laquelle le second XX<sup>ème</sup> siècle a fondé sa croissance. L'arme gazière est toujours d'actualité, et renouvelée par une Russie qui se fait une place parmi les puissances mondiales. Le spectre de l'arme pétrolière quant à lui s'est dissipé, mais les larmes pétrolières des populations oubliées, elles, coulent encore.